

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2491

[2007/201967]

3 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L3341-6, L3341-8 et L3341-13, tels que remplacés par le décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 1998 portant exécution du décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mars 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 1^{er} mars 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le Ministre : le Ministre qui a les travaux subsidiés dans ses attributions;

2^o l'Administration : la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne;

3^o le Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 2. § 1^{er}. Pour les investissements visés à l'article L3341-5, 4^o, du Code, le demandeur doit, à défaut d'être titulaire d'un droit réel de propriété ou d'emphytéose, posséder un droit de jouissance sur le bâtiment ou sur le terrain à aménager pour une durée minimale de vingt ans prenant cours à dater de l'introduction du programme triennal tel que visé à l'article L3341-4 du Code.

§ 2. L'affectation des investissements visés à l'article L3341-5, 4^o et 5^o, du Code, reste conforme à une des destinations ou usages qui y sont prévus pendant une période minimale de quinze ans à compter de la date de réception provisoire des travaux ou de la date de signature des actes authentiques en cas d'acquisition.

A défaut, une récupération de la subvention est opérée auprès du bénéficiaire de la subvention. Le montant du remboursement est calculé au prorata des années durant lesquelles l'affectation n'a pas été respectée.

§ 3. Le montant des investissements est égal ou supérieur au montant pour lequel, en matière de marchés publics, le cahier général des charges s'applique.

Art. 3. Le demandeur est tenu d'informer le Ministre, s'il a ou non sollicité ou obtenu une quelconque intervention financière, pour la réalisation du même investissement, en application d'autres dispositions réglementaires ou contractuelles.

Cette information est fournie à l'introduction du programme triennal, à l'introduction du dossier d'adjudication ainsi qu'au décompte final.

CHAPITRE II. — *Le programme triennal*

Art. 4. Le demandeur soumet au Ministre le programme triennal ou sa modification.

Art. 5. Le dossier relatif au programme triennal ou à sa modification comprend :

1^o la délibération par laquelle le demandeur approuve le programme et sollicite les subventions;

2^o le relevé des investissements classés par année et par ordre de priorité;

3^o pour chaque investissement :

a) un descriptif de l'état des lieux et des travaux à réaliser;

b) un plan de localisation;

c) un croquis des aménagements prévus;

d) des photos des lieux;

e) l'estimation détaillée des coûts;

4^o les renseignements relatifs à la capacité du demandeur de supporter la charge financière relative au programme proposé. En cas d'insuffisance de moyens financiers propres pour faire face à ladite charge, les demandeurs visés à l'article L3341-3, 4^o et 5^o, du Code produisent une délibération du conseil communal ou du conseil provincial par laquelle la commune ou la province décide de prendre en charge le surplus de la dépense à assumer.

CHAPITRE III. — *La réunion plénière d'avant-projet*

Art. 6. Le demandeur s'accorde avec l'administration pour fixer la date de la réunion plénière d'avant-projet.

Il envoie les convocations au moins quinze jours avant la réunion. L'avant-projet est joint à la convocation.

Art. 7. § 1^{er}. Pour les investissements visés à l'article L3341-5, 1^o à 2^o, du Code, l'avant-projet contient une esquisse-crayon établie, si le projet le nécessite, sur la base du relevé topographique des lieux ainsi qu'un ou plusieurs profils en travers-type indiquant l'emplacement prévu pour les canalisations d'eaux usées et/ou d'eaux claires.

Si les investissements visés à l'alinéa précédent comprennent des aménagements de sécurité et/ou de convivialité, l'avant-projet comprend, en outre, un plan de détails des aménagements envisagés.

§ 2. Pour les investissements visés à l'article L3341-5, 3°, du Code, l'avant-projet comprend une étude photométrique et l'esquisse crayon reprend les situations existante (hauteur, interdistance et puissance) et future ainsi que le type de source.

En outre, il y a lieu de fournir une note démontrant l'amélioration de la solution visant à éclairer de manière adéquate et pertinente le domaine public afin d'accroître la sécurité de tous les usagers et d'améliorer le cadre de vie du citoyen.

§ 3. Pour les investissements visés à l'article L3341-5, 4°, du Code, l'avant-projet contient un plan de situation, des croquis et plans à l'échelle de 1 % ainsi qu'une note explicative qui décrit, lorsque le projet le nécessite, les solutions techniques retenues notamment en matière d'architecture (gros-œuvre, stabilité,...), de techniques spéciales (électricité, chauffage, ventilation, sanitaires,...), de performance énergétique, d'accessibilité et d'accueil.

Art. 8. § 1^{er}. Le demandeur est tenu d'inviter les personnes et organismes suivants :

- 1° l'auteur de projet;
- 2° le pouvoir subsidiant;
- 3° le coordinateur-projet, le cas échéant.

§ 2. Il est tenu d'inviter les personnes et organismes suivants pour autant qu'ils soient concernés par l'investissement considéré :

- 1° les Directions générales du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- 2° un représentant du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme;
- 3° les Services publics fédéraux de l'Intérieur et de la Mobilité et des Transports;
- 4° la Société régionale wallonne des Transports;
- 5° les Services techniques provinciaux;
- 6° les concessionnaires des câbles et canalisations;
- 7° le Service régional d'Incendie;
- 8° l'Institut belge pour la Sécurité routière;
- 9° l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 10° les personnes morales qui gèrent les biens immobiliers nécessaires à l'exercice des cultes reconnus;
- 11° les personnes morales qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque;
- 12° l'organisme d'épuration agréé;
- 13° tout autre tiers intervenant.

Art. 9. L'ordre du jour de la réunion plénière d'avant-projet comporte notamment les points suivants :

- 1° la présentation de l'avant-projet au stade de l'esquisse crayon;
- 2° l'analyse détaillée de la situation des câbles et canalisations situés dans le périmètre des travaux;
- 3° l'examen des essais et investigations faits et à effectuer;
- 4° l'état d'avancement des procédures de permis et avis à obtenir;
- 5° l'état d'avancement des emprises à réaliser;
- 6° le calendrier prévisionnel des opérations, à savoir : l'approbation du projet par le demandeur, la mise en adjudication des travaux, la date du dépôt du dossier à l'administration, la date de début des travaux.

Art. 10. § 1^{er}. Le procès-verbal de la réunion plénière d'avant-projet comprend le développement des points suivants :

- 1° la liste des personnes et organismes convoqués et présents;
- 2° les avis des personnes et organismes invités;
- 3° les modifications éventuelles à apporter à l'avant-projet et les opérations à mener pour finaliser l'étude de l'investissement.

§ 2. Le demandeur fait état dans le procès-verbal du caractère éventuellement insuffisant des informations collectées auprès des personnes et organismes concernés.

§ 3. Le procès-verbal est joint au cahier spécial des charges.

CHAPITRE IV. — *Le projet*

Art. 11. La demande d'avis obligatoire sur le projet définitif visée à l'article L3341-10 du Code comprend les documents suivants :

1° le cas échéant, la délibération motivée par laquelle le demandeur attribue le marché de service relatif à l'étude du projet, accompagnée du rapport d'attribution du marché et de l'offre retenue ou la décision faisant apparaître que le demandeur confie l'étude du projet à ses propres services ou à l'intercommunale au profit de laquelle il s'est dessaisi de l'étude de ce projet conformément aux dispositions de l'article 3, § 2, de la loi du 24 décembre 1993;

2° la délibération par laquelle le demandeur approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions, fixe les éléments constitutifs de l'avis de marché s'il échet et sollicite les subventions;

- 3° le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
- 4° le devis estimatif des travaux;
- 5° le document établissant que le demandeur dispose des biens nécessaires à l'exécution des travaux;

6° le cas échéant, les autorisations et permis requis par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

7° une note explicative démontrant que, pour les investissements subventionnés, les mesures ont été prises afin d'assurer aux personnes à mobilité réduite l'accessibilité de l'espace et des bâtiments publics;

8° pour les investissements visés à l'article L3341-5, 3° du Code ainsi que tout projet incluant de l'éclairage public, l'étude photométrique.

CHAPITRE V. — *L'attribution du marché de travaux*

Art. 12. Le dossier relatif à l'attribution du marché portant sur un investissement visé à l'article L3341-5, 1° à 4°, du Code comprend les documents suivants :

- 1° la délibération par laquelle le demandeur arrête la date d'ouverture des offres et, le cas échéant, la liste des entreprises ou des fournisseurs admis à remettre offre;
- 2° le procès-verbal de l'ouverture des offres;
- 3° l'offre retenue;
- 4° le rapport et la décision relatifs à la sélection qualitative des entreprises;
- 5° le rapport d'attribution du marché comprenant notamment le tableau comparatif des prix unitaires reprenant l'ensemble des offres sélectionnées;
- 6° la délibération motivée par laquelle le demandeur désigne l'adjudicataire;
- 7° le cahier spécial des charges et les plans définitifs;
- 8° toutes les offres non retenues;
- 9° pour les investissements visés à l'article L3341-5, 4°, c), du Code, l'avis des autorités ecclésiastiques;
- 10° pour les investissements visés à l'article L3341-5, 4°, g), du Code, l'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE VI. — *Les acquisitions*

Art. 13. Le dossier relatif à l'acquisition de biens immobiliers pour les investissements visés à l'article L3341-5, 5°, du Code comprend les documents suivants :

- 1° la délibération par laquelle le demandeur décide de l'acquisition;
- 2° un extrait du plan cadastral;
- 3° une estimation de la valeur établie par le Comité d'acquisition d'immeubles ou le Receveur de l'enregistrement en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain.

CHAPITRE VII. — *Taux et calcul des subventions pour les travaux et acquisitions*

Art. 14. Conformément à l'article L3341-7, alinéa 5, du Code, le montant à prendre en considération pour le calcul du montant provisoire de la subvention est :

1° pour les investissements visés à l'article L3341-5, 1° à 4°, a), b), c), d), e) et g) du Code, l'estimation détaillée des coûts des travaux retenus dans le cadre du programme triennal, majorée du coût des œuvres d'art et des frais d'études limités respectivement à 2 % et 5 % de ladite estimation et des frais d'essais préalables;

2° pour les investissements visés à l'article L3341-5, 4°, f), du Code ainsi que ceux subsidiés dans le cadre du financement régi par le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces, le montant fixé par le Gouvernement wallon;

3° pour les investissements visés à l'article L3341-5, 5°, du Code, si elle a déjà été établie, l'estimation du Comité d'acquisition ou du Receveur de l'enregistrement et à défaut, l'estimation du coût de l'acquisition.

Le montant de la subvention est arrondi à la dizaine d'euros inférieure.

Art. 15. Conformément à l'article L3341-12, § 1^{er}, du Code et dans les limites de son alinéa 2, pour les travaux et acquisitions, le montant à prendre en considération pour le calcul du montant définitif de la subvention est :

1° pour les investissements visés à l'article L3341-5, 1° à 4°, du Code, le montant de l'offre approuvée portant sur les travaux retenus dans le cadre du programme triennal, majoré du coût des œuvres d'art et des frais d'études limités respectivement à 2 % et 5 % du montant de l'offre approuvée et des frais d'essais préalables;

2° pour les investissements visés à l'article L3341-5, 5°, du Code le montant de l'acquisition du bien plafonné à l'estimation établie par le Comité d'acquisition d'immeubles ou le receveur de l'enregistrement.

Le montant de la subvention est arrondi à la dizaine d'euros inférieure.

Art. 16. Le taux de la subvention est fixé à 60 % des montants établis aux articles 14 et 15 du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa premier, le taux de la subvention est fixé à 75 % des montants établis aux articles 14 et 15 pour :

1° les investissements repris à l'article L3341-5, 4°, du Code dans le cadre d'une transformation ou d'une réhabilitation;

2° les investissements repris à l'article L3341-5, 1° et 3°, du Code, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie;

3° les travaux de réparation lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

a) les dégâts sont provoqués par des phénomènes naturels de caractère exceptionnel ou d'intensité imprévisible, notamment les tremblements de terre, les inondations à caractère désastreux, les ouragans ou autres déchaînements du vent;

b) les dégâts susceptibles d'être réparés sont situés en zone reconnue de calamités publiques par arrêté royal en application de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

c) le dossier de demande de subvention est introduit dans les douze mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal visé sous b).

Art. 17. Par dérogation à l'article 16, le taux de subvention est fixé à 60 % des montants établis aux articles 14 et 15 du présent arrêté pour tous les investissements subsidiés dans le cadre du financement alternatif régi par le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'Aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces.

Toutefois, pour ces investissements, le taux de subvention est porté à 75 % pour les postes spécifiquement liés aux économies d'énergie.

CHAPITRE VIII. — *Autres interventions financières*

Art. 18. Toute autre intervention financière que celle du demandeur, conditionnée par la réalisation de l'investissement considéré est déduite du montant global de la dépense à subventionner. Il est, au besoin, opéré un remboursement de toute ou partie de la subvention à concurrence du montant de l'intervention.

Cependant, n'est pas considéré comme intervention, l'apport financier des communes et provinces pour les travaux et acquisitions à l'initiative des demandeurs visés à l'article L3341-3, 4° à 6°, du Code, pour autant que la somme de ces interventions et du montant définitif de la subvention ne dépasse pas le coût global de la dépense.

En outre, les subventions accordées à titre complémentaire sur base d'autres réglementations ne sont pas déduites des subventions prévues à l'article L3341-1, du Code, pour autant que l'intervention totale des différents pouvoirs subsidiaires n'excède pas 90 % de l'investissement consenti sur les postes concernés.

CHAPITRE IX. — *Exécution des travaux, contrôle et paiement*

Art. 19. Le demandeur transmet, à l'administration, la copie de la notification du marché et de l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours de leur envoi.

Art. 20. § 1^{er}. Pour les investissements visés à l'article L3341-5, 1° à 4°, du Code, une avance sur le montant de la subvention peut être accordée dès que le montant des travaux subsidiés réalisés atteint 30 % du montant des travaux admis à la subvention.

Cette avance est égale à 70 % de la subvention promise et est liquidée sur présentation de l'état d'avancement dûment approuvé et de la déclaration de créance.

§ 2. Pour les investissements visés à l'article L3341-5, 5°, du Code, la subvention est liquidée sur présentation des actes authentiques d'achat des biens admis à la subvention.

Art. 21. Le dossier du décompte final pour les projets d'investissements visés à l'article L3341-5, 1° à 4°, du Code comprend dans tous les cas :

1° le décompte final de l'entreprise;

2° la déclaration de créance de l'entrepreneur;

3° le procès-verbal de réception provisoire;

4° la délibération approuvant le décompte;

et, le cas échéant :

5° la ou les factures d'honoraires de l'auteur de projet;

6° les bons d'évacuation accompagnés, pour chacun d'eux, du formulaire délivré par le responsable du CET (centre d'enfouissement technique) ou du CTA (centre de traitement autorisé);

7° les factures et les procès-verbaux des essais accompagnés du rapport de l'auteur de projet avec éventuellement le détail des postes sur lesquels s'appliquent les réactions et le calcul de celles-ci;

8° le calcul des délais d'exécution des travaux et le calcul des amendes de retard éventuelles;

9° un rapport justifiant chacun des travaux modificatifs et supplémentaires avec l'indication des quantités des postes utilisés pour exécuter le travail et, pour les travaux modificatifs, des quantités en moins des postes non utilisés;

10° le ou les avenants motivés relatifs aux modifications et aux travaux supplémentaires.

Art. 22. § 1^{er}. L'Administration établit le montant final de la subvention en tenant compte des modifications apportées dans le respect de l'article L3341-13, du Code et libère le solde de la subvention promise.

§ 2. Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés est inférieur au montant tel que visé à l'article 15 du présent arrêté, la subvention est revue à la baisse sur base de la dépense réelle compte tenu des dispositions prévues à l'article L3341-13, alinéa 2, du Code.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 23. Sont abrogés l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 1998 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 14 novembre 2001 et 14 septembre 2006 ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés.

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 25. Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 3 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 2491

[2007/201967]

3. MAI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets zur Abänderung der Artikel L3341-1 bis L3341-13 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung hinsichtlich der Zuschüsse für bestimmte Investitionen öffentlichen Nutzens

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung und insbesondere der Artikel L3341-6, L3341-8 und L3341-13, wie sie durch das Dekret vom 21. Dezember 2006 zur Abänderung der Artikel L3341-1 bis L3341-13 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung hinsichtlich der Zuschüsse für bestimmte Investitionen öffentlichen Nutzens ersetzt worden sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur Durchführung des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten;

Aufgrund des am 20. Dezember 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. März 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 1. März 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 16. April 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1^o der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die subventionierten Arbeiten gehören;

2^o die Verwaltung: die Generaldirektion der lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region;

3^o der Kodex: der Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung.

Art. 2 - § 1 - Für die in Artikel L3341-5, 4^o des Kodex erwähnten Investitionen muss der Antragsteller, wenn er nicht Inhaber eines dinglichen Eigentums- oder Erbpachtrechtes ist, ein Nutzungsrecht auf das Gebäude oder das Gelände, das einzurichten ist, für eine Mindestdauer von zwanzig Jahren ab dem Datum der Einführung des in Artikel L3341-1 des Kodex erwähnten Dreijahresprogramms besitzen.

§ 2 - Die Nutzung der in Artikel L3341-5 4^o und 5^o des Kodex erwähnten Investitionen entspricht einer der dort vorgesehenen Zweckbestimmungen oder Verwendungen für eine Mindestdauer von fünfzehn Jahren ab dem Datum der vorläufigen Abnahme der Arbeiten oder ab dem Datum der Unterzeichnung der authentischen Urkunden bei einem Erwerb.

In Ermangelung dessen wird eine Beitreibung der Subvention bei dem Bezugsberechtigten der Subvention vorgenommen. Der Betrag der Rückzahlung wird im Verhältnis zu den Jahren, im Laufe deren die Nutzung nicht eingehalten worden ist, berechnet.

§ 3 - Der Betrag der Investitionen erreicht oder überschreitet den Betrag, auf den das allgemeine Lastenheft in Sachen öffentlicher Aufträge Anwendung findet.

Art. 3 - Der Antragsteller ist verpflichtet, den Minister darüber zu informieren, ob er irgendeine finanzielle Beihilfe in Anwendung anderer Verordnungs- oder Vertragsbestimmungen zur Tötigung derselben Investition beantragt oder erhalten hat.

Diese Information wird bei der Vorlage des Dreijahresprogramms, bei der Vorlage der Ausschreibungsakte sowie bei der Endabrechnung erteilt.

KAPITEL II — *Dreijahresprogramm*

Art. 4 - Der Antragsteller unterbreitet dem Minister das Dreijahresprogramm oder dessen Abänderung.

Art. 5 - Die Akte bezüglich des Dreijahresprogramms oder dessen Abänderung enthält:

1^o den Beschluss, durch den der Antragsteller das Programm genehmigt und die Subventionen beantragt;

2^o die Auflistung der Investitionen nach Jahrgängen und in der Vorrangordnung;

3^o für jede Investition:

a) eine Beschreibung der Örtlichkeiten und der auszuführenden Arbeiten;

b) einen Lokalisierungsplan;

c) eine Skizze der vorgesehenen Ausstattungen;

d) Fotografien der Örtlichkeiten;

e) die Schätzung der einzelnen Kosten;

4^o die Auskünfte betreffend die Fähigkeit des Antragstellers, die Finanzlast über das vorgeschlagene Programm zu tragen. Wenn die eigenen Finanzmittel ungenügend sind, um die besagte Last zu tragen, legen die in Artikeln L3341-3 4^o und 5^o des Kodex erwähnten Antragsteller einen Beschluss des Gemeinde- oder des Provinzialrates vor, durch den die Gemeinde oder die Provinz beschließt, die Mehrkosten der zu tragenden Ausgaben zu übernehmen.

KAPITEL III — *Vorprojektplenarversammlung*

Art. 6 - Der Antragsteller bestimmt im Einvernehmen mit der Verwaltung das Datum der Vorprojektplenarversammlung.

Er beruft sie mindestens 15 Tage vor der Versammlung ein. Das Vorprojekt wird der Einberufung beigefügt.

Art. 7 - § 1 - Für die in Artikel L3341-5 1° bis 2° des Kodex erwähnten Investitionen enthält das Vorprojekt eine Bleistiftskizze, die, wenn das Projekt es erfordert, auf der Grundlage der topographischen Aufzeichnung der Örtlichkeiten erstellt ist sowie die Musterquerschnitte, die den vorgesehenen Standort der Abwasser- und/oder Sauberwasserkanalisationen angibt.

Wenn die im vorherigen Absatz erwähnten Investitionen Ausrüstungen für die Sicherheit und/oder die Benutzerfreundlichkeit umfassen, enthält das Vorprojekt außerdem einen ausführlichen Plan der geplanten Ausrüstungen.

§ 2 - Für die in Artikel L3341-5 3° des Kodex erwähnten Investitionen enthält das Vorprojekt eine photometrische Studie und gibt die Bleistiftskizze, die aktuelle Lage (Höhe, Zwischenabstand und Leistung) und die zukünftige Lage sowie die Quellenart an.

Außerdem ist ein Schreiben vorzulegen, das die Verbesserung der Lösung beweist, die darauf abzielt, das öffentliche Eigentum angemessen und zutreffend zu beleuchten, um die Sicherheit der gesamten Benutzer und den Lebensrahmen des Bürgers zu verbessern.

§ 3 - Für die in Artikel L3341-5 4° des Kodex erwähnten Investitionen enthält das Vorprojekt einen Lageplan, Zeichnungen und Pläne im Maßstab von 1% sowie ein Erläuterungsschreiben, das, wenn das Projekt es erfordert, die in Betracht gezogenen technischen Lösungen, insbesondere im Bereich der Architektur (Rohbau, Stabilität,...), der Sondertechniken (Strom, Heizung, Belüftung, Sanitärausrüstungen,...), der Energieeffizienz, der Zugänglichkeit und der Empfangsinfrastrukturen beschreibt.

Art. 8 - § 1 - Der Antragsteller ist verpflichtet, folgende Personen und Einrichtungen einzuberufen:

- 1° den Projektautor;
- 2° die bezuschussende Behörde;
- 3° ggf. den Projektkoordinator.

§ 2 - Er ist verpflichtet, folgende Personen und Einrichtungen einzuberufen, insofern sie von der betreffenden Investition betroffen sind:

1° die Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;

2° einen Vertreter des beauftragten Beamten des Städtebaus;

3° die föderalen öffentlichen Dienste des Inneren und der Mobilität und des Transportwesens;

4° die "Société régionale wallonne des Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft);

5° die provinziellen technischen Dienststellen;

6° die Inhaber einer Konzession für Kabel und Kanalisationen;

7° den regionalen Feuerwehrdienst;

8° das Belgische Institut für Verkehrssicherheit;

9° das "Office de la Naissance et de l'Enfance";

4° die juristischen Personen, die die zur Ausübung der anerkannten Religionen notwendigen Immobiliengüter verwalten;

11° die juristischen Personen, die für die Ausübung der freigeistigen Moral notwendige Immobiliengüter verwalten;

12° die anerkannte Vereinigung für die Klärung;

13° jeglichen Drittbeteiligten.

Art. 9 - Die Tagesordnung der Vorprojektplenarversammlung enthält insbesondere folgende Punkte:

1° die Unterbreitung des Vorprojekts im Stadium der Bleistiftskizze;

2° die ausführliche Analyse der Lage der Kabel und Kanalisationen, die sich im Umkreis der Arbeiten befinden;

3° die Prüfung der durchgeführten und noch durchzuführenden Tests und Ermittlungen;

4° den Stand der zu beschaffenden Genehmigungs- und Gutachtensverfahren;

5° den Stand der durchzuführenden Landentnahmen;

6° die Kalenderplanung der Vorgänge und zwar: die Genehmigung des Projekts durch den Antragsteller, die Ausschreibung der Arbeiten, das Datum der Einreichung der Akte bei der Verwaltung, das Datum des Beginns der Arbeiten.

Art. 10 - § 1 - Das Protokoll der Vorprojektplenarversammlung umfasst folgende Punkte:

1° die Liste der einberufenen und anwesenden Personen und Einrichtungen;

2° die Gutachten der einberufenen Personen und Einrichtungen;

3° die etwaigen anzubringenden Abänderungen des Vorprojekts und die durchzuführenden Vorgänge, um die Investitionsstudie abzuschließen.

§ 2 - In dem Protokoll gibt der Antragsteller den unter Umständen ungenügenden Charakter der bei den betroffenen Personen und Einrichtungen gesammelten Informationen an.

§ 3 - Das Protokoll wird dem Sonderlastenheft beigefügt.

KAPITEL IV — Projekt

Art. 11 - Der in Artikel L3341-10 des Kodex erwähnte Antrag auf obligatorisches Gutachten über das endgültige Projekt enthält folgende Unterlagen:

1° gegebenenfalls den begründeten Beschluss, durch den der Antragsteller den Dienstleistungsauftrag über die Projektstudie vergibt, zusammen mit dem Bericht der Auftragsvergabe und dem ausgewählten Angebot oder dem Beschluss, aus dem ersichtlich wird, dass der Antragsteller die Studie des Projekts seinen eigenen Dienststellen oder der Interkommunale, zugunsten er die Studie dieses Projekts gemäß den Bestimmungen von Artikel 3 § 2 des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 aufgegeben hat, anvertraut;

2° den Beschluss, durch den der Antragsteller das Projekt genehmigt, das Verfahren für die Vergabe des Auftrags wählt und dessen Bedingungen festlegt, ggf. die Elemente der Auftragsbekanntmachung bestimmt und die Subventionen beantragt;

3° das Sonderlastenheft und die Durchführungspläne;

4° die Veranschlagung der Kosten für die Arbeiten;

5° das Dokument, durch das bescheinigt wird, dass der Antragsteller über die für die Ausführung der Arbeiten notwendigen Güter verfügt;

6° ggf. die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erforderlichen Genehmigungen;

7° ein Erklärungsschreiben, das beweist, dass für die subventionierten Investitionen die Maßnahmen getroffen worden sind, um den Zugang der Personen mit eingeschränkter Mobilität zu den Freiräumen und zu den öffentlichen Gebäuden zu gewährleisten;

8° für die in Artikel L3341-5, 3° des Kodex erwähnten Investitionen und für jegliches Projekt, das eine Straßenbeleuchtung umfasst, die photometrische Studie.

KAPITEL V — Vergabe des Bauauftrags

Art. 12 - Die Akte bezüglich der Vergabe des Auftrags für eine in Artikel L3341-5 1° bis 4° des Kodex erwähnten Investition enthält die folgenden Unterlagen:

1° den Beschluss, durch den der Antragsteller das Eröffnungsdatum der Angebote und gegebenenfalls die Auflistung der Unternehmen oder Erbringer von Dienstleistungen festlegt, die zur Abgabe eines Angebots zulässig sind;

2° das Protokoll der Eröffnung der Angebote;

3° das ausgewählte Angebot;

4° den Bericht und die Entscheidung bezüglich der qualitativen Auswahl der Unternehmen;

5° den Bericht der Auftragsvergabe, der insbesondere die vergleichende Tabelle der Einheitspreise, die die Gesamtheit der ausgewählten Angebote betrifft, umfasst;

6° den begründeten Beschluss, durch den der Antragsteller den Auftragnehmer bezeichnet;

7° das Sonderlastenheft und die endgültigen Pläne;

8° die gesamten nicht berücksichtigten Angebote;

9° für die in Artikel L3341-5 4° c) des Kodex erwähnten Investitionen das Gutachten der kirchlichen Behörden;

10° für die in Artikel L3341-5 4° g) des Kodex erwähnten Investitionen das Gutachten des "Office de la Naissance et de l'Enfance".

KAPITEL VI — Anschaffungen

Art. 13 - Die Akte über die Anschaffung von Immobiliengütern für die in Artikel L3341-5 5° des Kodex erwähnten Investitionen umfasst die folgenden Unterlagen:

1° den Beschluss, durch den der Antragsteller die Anschaffung beschließt;

2° einen Auszug aus dem Katasterplan;

3° eine durch das Immobilienerwerbskomitee oder den Einnehmer des Registrierungsamtes erstellte Wertveranschlagung, wobei der Preis des Gebäudes und der Preis des Grundstücks voneinander unterschieden werden.

KAPITEL VII — Prozentsatz und Berechnung der Subventionen für die Arbeiten und die Anschaffungen

Art. 14 - Gemäß Artikel L3341-7 Abs. 5 des Kodex ist der für die Berechnung des vorläufigen Betrags der Subvention zu berücksichtigende Betrag der Folgende:

1° für die in Artikel L3341-5 1° bis 4° a), b), c), d), e) und g) des Kodex erwähnten Investitionen: die detaillierte Schätzung der Kosten der im Rahmen des Dreijahresprogramms in Betracht gezogenen Arbeiten, die um die Kosten der Kunstwerke und der Studienkosten, die jeweils auf 2% und 5% der besagten Schätzung beschränkt werden, und um die Kosten der vorangehenden Tests erhöht werden;

2° für die in Artikel L3341-5 4° f) des Kodex erwähnten Investitionen sowie für diejenigen, die im Rahmen der Finanzierung bezuschusst werden, die durch das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten, geregelt werden: der durch die Wallonische Region festgelegte Betrag;

3° für die in Artikel L3341-5 5° des Kodex erwähnten Investitionen: die Schätzung des Immobilienerwerbskomitees oder des Einnehmers des Registrierungsamtes, wenn sie bereits erstellt worden ist, oder mangels deren die Schätzung der Kosten der Anschaffung.

Der Betrag der Subvention wird auf den Zehner Euro abgerundet.

Art. 15 - Gemäß Artikel L3341-12 § 1 des Kodex und in den Grenzen seines Absatzes 2 für die Arbeiten und Anschaffungen ist der für die Berechnung des endgültigen Betrags der Subvention zu berücksichtigende Betrag der Folgende:

1° für die in Artikel L3341-5 1° bis 4° des Kodex erwähnten Investitionen: der Betrag des genehmigten Angebots über die im Rahmen des Dreijahresprogramms in Betracht gezogenen Arbeiten, die um die Kosten der Kunstwerke und der Studienkosten, die jeweils auf 2% und 5% der besagten Schätzung beschränkt werden, und um die Kosten der vorangehenden Tests erhöht werden;

2° für die in Artikel L3341-5 5° des Kodex erwähnten Investitionen: der Betrag der Anschaffung des Gutes, der auf die Schätzung des Immobilienerwerbskomitees oder des Einnehmers des Registrierungsamtes beschränkt wird.

Der Betrag der Subvention wird auf den Zehner Euro abgerundet

Art. 16 - Der Satz der Subvention entspricht 60% der in Artikeln 14 und 15 des vorliegenden Erlasses festgelegten Beträge.

In Abweichung von Absatz 1 entspricht der Satz der Subvention 75% der in Artikeln 14 und 15 festgelegten Beträge für:

1° die in Artikel L3341-5 4° des Kodex erwähnten Investitionen, im Rahmen eines Umbaus oder einer Sanierung;

2° die in Artikel L3341-5 1° bis 3° des Kodex erwähnten Investitionen, die die Sicherheit und die Benutzerfreundlichkeit der öffentlichen Verkehrswege zum Ziel haben, indem sie gleichzeitig zur Geschwindigkeitsbegrenzung der Kraftfahrzeuge und zur Aufbesserung des Lebensrahmens beitragen;

3° die Reparaturarbeiten, wenn die folgenden drei Bedingungen erfüllt sind:

a) die Schäden sind die Folge von Naturereignissen mit einem außergewöhnlichen Charakter oder einer unvorhersehbaren Stärke, insbesondere von Erdbeben, Überschwemmungen mit katastrophalem Charakter, Orkanen oder anderen stürmischen Winden;

b) die Schäden, die repariert werden können, befinden sich in einem Gebiet, das durch den Königlichen Erlass vom 12. Juli 1976 über die Ersatzleistung bei bestimmten Schäden an Privatgütern durch Naturkatastrophen als ein von Naturkatastrophen getroffenes Gebiet anerkannt worden ist;

c) die Akte zur Beantragung einer Subvention wird innerhalb von zwölf Monaten nach der Veröffentlichung des unter b) erwähnten Königlichen Erlasses im Belgischen Staatsblatt eingereicht.

Art. 17 - In Abweichung von Artikel 16 wird der Satz der Subvention auf 60% der in Artikeln 14 und 15 des vorliegenden Erlasses bestimmten Beträge für die gesamten Investitionen, die im Rahmen der alternativen Finanzierung bezuschusst werden, die durch das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten, geregelt wird, festgelegt.

Für diese Investitionen wird der Satz der Subvention für die eigens mit den Energieeinsparungen verbundenen Positionen jedoch auf 75% erhöht.

KAPITEL VIII — *Andere finanzielle Beteiligungen*

Art. 18 - Jede weitere finanzielle, durch die Verwirklichung der betreffenden Investition bedingte Beteiligung, mit Ausnahme derjenigen des Antragstellers, ist vom Gesamtbetrag der zu bezuschussenden Ausgabe abzuziehen. Notfalls ist die Gesamtheit oder ein Teil der Subvention bis zur Höhe des Betrags der Beteiligung zurückzuzahlen.

Jedoch wird die finanzielle Beihilfe der Gemeinden und Provinzen für Arbeiten und Anschaffungen auf Initiative der in Artikel L3341-3 4° bis 6° des Kodex erwähnten Antragsteller nicht als Beteiligung betrachtet, soweit die Summe dieser Beteiligungen und des endgültigen Betrags der Subvention den Gesamtbetrag der Ausgabe nicht überschreitet.

Außerdem werden die auf der Grundlage anderer Regelungen ergänzend gewährten Subventionen nicht von den in Artikel L3341-1 des Kodex vorgesehenen Subventionen abgezogen, sofern die gesamte Beteiligung der verschiedenen bezuschussenden Behörden 90% der auf den betroffenen Positionen bewilligten Investition nicht überschreitet.

KAPITEL IX — *Ausführung der Arbeiten, Kontrolle und Zahlung*

Art. 19 - Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung innerhalb von zehn Tagen nach ihrer Sendung die Abschrift der Zustellung des Auftrags und der Anweisung, die Arbeiten anzufangen.

Art. 20 - § 1 - Für die in Artikel L3341-5 1° bis 4° des Kodex erwähnten Investitionen kann ein Vorschuss auf den Betrag der Subvention bewilligt werden, sobald der Betrag der durchgeführten bezuschussten Arbeiten 30% des Betrags der Arbeiten, für die die Subvention gewährt wird, erreicht.

Dieser Vorschuss entspricht 70% der besprochenen Subvention und wird auf Vorlage der ordnungsgemäß genehmigten Erklärung über den Stand der Arbeiten und der Schuldforderungserklärung ausgezahlt.

§ 2 - Für die in Artikel L3341-5 5° des Kodex erwähnten Investitionen wird die Subvention auf Vorlage der beglaubigten Kaufverträge der bezuschussten Güter ausgezahlt.

Art. 21 - Die Akte bezüglich der Endabrechnung für die in Artikel L3341-5 1° bis 4° des Kodex erwähnten Investitionspläne beinhaltet in allen Fällen die folgenden Unterlagen:

1° die Endabrechnung des Unternehmens;

2° die Schuldforderungserklärung des Unternehmers;

3° das Protokoll der vorläufigen Abnahme;

4° den Beschluss zur Genehmigung der Abrechnung;

und gegebenenfalls:

5° die Rechnung(en) über die Honorare des Projektautors;

6° die Entsorgungsscheine, die für jeden von ihnen mit dem vom Verantwortlichen der technischen Vergrabungszentren (CET) oder einer genehmigten Aufbereitungsanlage (CTA) ausgestellten Formular versehen werden;

7° die Rechnungen und Protokolle der Tests, zusammen mit dem Bericht des Projektautors, gegebenenfalls mit der genauen Beschreibung der Positionen, auf welche die Abschläge Anwendung finden, und die Berechnung dieser Abschläge;

8° die Berechnung der Ausführungsfristen der Arbeiten und die Berechnung der eventuellen Verzugsstrafen;

9° einen Bericht zur Rechtfertigung der abändernden und zusätzlichen Arbeiten mit der Angabe der Mengen der für die Ausführung der Arbeit benutzten Positionen und für die abändernden Arbeiten die Mengen der nicht benutzten Positionen;

10° den bzw. die begründeten Nachträge bezüglich der Abänderungen und der zusätzlichen Arbeiten.

Art. 22 - § 1 - Die Verwaltung legt den endgültigen Betrag der Subvention unter Berücksichtigung der vorgenommenen Abänderungen und unter Einhaltung von Artikel L3341-13 des Kodex fest und zahlt den Restbetrag der bewilligten Subvention ein.

§ 2 - Wenn der Betrag der endgültigen Endabrechnungen der bezuschussten Arbeiten unter dem in Artikel 15 des vorliegenden Erlasses liegt, wird die Subvention auf der Grundlage der tatsächlichen Ausgabe unter Berücksichtigung der in Artikel L3341-13 Absatz 2 des Kodex vorgesehenen Bestimmungen herabgesetzt.

KAPITEL X — *Schluss- und Übergangsbestimmungen*

Art. 23 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 1998 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. November 2001 und vom 14. September 2006 sowie der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur Durchführung des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten werden aufgehoben.

Art. 24 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2007 wirksam.

Art. 25 - Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2491

[2007/201967]

3 MEI 2007. — Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet tot wijziging van de artikelen L3341-1 tot L3341-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende sommige investeringen van openbaar nut

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en meer bepaald op de artikelen L3341-6, L3341-8 tot L3341-13, zoals vervangen bij het decreet van 21 december 2006 tot wijziging van de artikelen L3341-1 en L3341-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende sommige investeringen van openbaar nut;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 7 mei 1998 ter uitvoering van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 december 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 maart 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 1 maart 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 april 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel. 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de Minister : de Minister bevoegd voor de gesubsidieerde werken;
- 2° het bestuur : het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° het Wetboek : het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Art. 2. § 1. Voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 4°, van het Wetboek moet de aanvrager, indien hij geen houder is van een zakelijk eigendoms- of erfpachtrecht, een genotsrecht bezitten op het gebouw of de grond die ingericht moet worden voor een duur van minstens twintig jaar, ingaand te rekenen van de indiening van het driejarenprogramma zoals bedoeld in artikel L3341-4 van het Wetboek.

§ 2. De investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 4° en 5°, blijven aangewend overeenkomstig één van de in het Wetboek bepaalde bestemmingen of gebruiken gedurende een periode van minstens vijftien jaar te rekenen van de datum van de voorlopige oplevering van de werken of van de datum van de ondertekening van de authentieke akten bij aankoop.

Zo niet wordt de subsidie van de subsidiegerechtigde teruggevorderd. Het terugbetalingsbedrag wordt berekend naar verhouding tot de jaren waarin de aanwending niet is nageleefd.

§ 3. Het investeringsbedrag is gelijk aan of hoger dan het bedrag waarvoor het algemeen bestek geldt in overheidsopdrachten.

Art. 3. De aanvrager is ertoe gehouden de Minister erover in te lichten of hij al dan niet enige andere financiële tussenkomst gekregen heeft voor de uitvoering van dezelfde investering, overeenkomstig andere regelgevende of contractuele bepalingen.

Die inlichting wordt verstrekt bij de indiening van het driejarenprogramma, bij de indiening van het aanbestedingsdossier en bij de eindafrekening.

HOOFDSTUK II. — *Het driejarenprogramma*

Art. 4. De aanvrager dient het driejarenprogramma of de wijziging ervan aan de Minister voor te leggen.

Art. 5. Het dossier betreffende het driejarenprogramma of de wijziging ervan bevat :

- 1° het besluit waarbij de aanvrager het programma goedkeurt en de subsidies aanvraagt;
- 2° het overzicht van de investeringen, gerangschikt per jaar en per prioriteit;
- 3° voor elke investering :
 - a) een plaatsbeschrijving en een omschrijving van de uit te voeren werken;
 - b) een liggingsplan;
 - c) een schets van de voorziene inrichtingen;
 - d) foto's van de plaats;
 - e) de omstandige kostenraming;

4° de inlichtingen over de financiële draagkracht van de aanvrager ten opzichte van het voorgestelde programma. Mochten de eigen gelden onvoldoende draagkrachtig zijn, leggen de aanvragers bedoeld in artikel L3341-3, 4° en 5°, van het Wetboek een besluit van de gemeente- of provincieraad voor waarbij de gemeente of de provincie beslist de meeruitgave over te nemen.

HOOFDSTUK III. — *Plenaire voorontwerpvergadering*

Art. 6. De aanvrager wordt het met het bestuur eens over de datum waarop de plenaire voorontwerpvergadering belegd wordt.

De uitnodigingen worden minstens 15 dagen vóór de vergadering verstuurd.. Het voorontwerp wordt bij de oproeping gevoegd.

Art. 7. § 1. Voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 1^o tot 2^o, van het Wetboek bevat het voorontwerp een schets die, als het project dat vereist, opgemaakt is op grond van de topografische opmeting, alsook één of meerdere type-dwarsdoorsneden waarbij de plaats voorzien voor de afvoer van afval- of helder water aangegeven wordt.

Als de investeringen bedoeld in het vorig lid inrichtingen bevatten voor de veiligheid en/of de gebruiksvriendelijkheid, bevat het voorontwerp daarnaast een gedetailleerde plattegrond van de vooropgestelde inrichtingen.

§ 2. Voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 3^o, van het Wetboek bevat het voorontwerp een fotometrisch onderzoek en de schets maakt melding van de bestaande (hoogte, tussenafstand en vermogen) en de toekomstige toestand en van het soort bron.

Daarnaast dient een nota te worden verstrekt waaruit de verbetering van de oplossing blijkt met het oog op een gepaste en relevante verlichting van het openbare domein om de veiligheid van alle gebruikers te verhogen en de leefomgeving van de burger te verbeteren.

§ 3. Voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 4^o, van het Wetboek bevat het voorontwerp een situatieplan, schetsen en plattegronden op schaal 1 %, alsmede een uiteenzetting waarin, als het project dat vereist, de technische oplossingen gekozen meer bepaald inzake architectuur (ruwbouw, stabiliteit,...), bijzondere technieken (elektriciteit, verwarming, verluchting, sanitair,...), energieprestatie, bereikbaarheid en ontvangst omschreven worden.

Art. 8. § 1. De aanvrager moet volgende personen en instellingen uitnodigen :

- 1^o de projectontwerper;
- 2^o de subsidiërende overheid;
- 3^o de projectcoördinator, in voorkomend geval.

§ 2. De verzoeker moet volgende personen en instellingen uitnodigen voor zover ze betrokken zijn bij bedoelde investering :

1^o de Directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;

- 2^o een vertegenwoordiger van de gemachtigd ambtenaar van Stedenbouw;
- 3^o de federale overheidsdiensten Binnenlandse Zaken en Mobiliteit en Vervoer;
- 4^o de Waalse gewestelijke vervoersmaatschappij;
- 5^o de provinciale technische diensten;
- 6^o de concessiehouders van kabels en leidingen;
- 7^o de gewestelijke brandbestrijdingsdienst;
- 8^o het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid;
- 9^o het "Office de la Naissance et de l'Enfance";

10^o de rechtspersonen die de onroerende goederen beheren die noodzakelijk zijn voor de beoefening van de erkende erediensten;

- 11^o de rechtspersonen die de goeden, noodzakelijk voor de beoefening van de lekenmoraal, beheren;
- 12^o de erkende waterzuiveringsmaatschappij;
- 13^o elke andere derde tussenkomende partij.

Art. 9. De agenda van de plenaire voorontwerpvergadering bevat meer bepaald volgende punten :

- 1^o de voorstelling van het voorontwerp in het schetsstadium;
- 2^o de omstandige analyse van de ligging van de kabels en de leidingen in de omtrek van de werken;
- 3^o de analyse van de tests en de onderzoeken die verricht werden of nog verricht moeten worden;
- 4^o de stand van zaken in de verplichte vergunnings- en adviesprocedures;
- 5^o de stand van zaken in de te verrichten grondinnemingen;
- 6^o het vermoedelijke tijdschema voor de verrichtingen, namelijk : de goedkeuring van het project door de aanvrager, de aanbesteding van de werken, de datum van indiening van het dossier bij het bestuur, de aanvangsdatum van de werken.

Art. 10. § 1. In de notulen van de plenaire voorontwerpvergadering komen volgende punten aan bod :

- 1^o de lijst van de opgeroepen en aanwezige personen en instellingen;
- 2^o de meningen van de uitgenodigde personen en instellingen;
- 3^o de eventuele wijzigingen die het voorontwerp dient te ondergaan en de verrichtingen die gevoerd dienen te worden om het investeringsonderzoek af te werken.

§ 2. De aanvrager maakt in de notulen gewag van de eventuele onvolledigheid van de gegevens die bij de betrokken personen en instellingen ingezameld zijn.

§ 3. De notulen van de vergadering worden bij het bijzonder bestek gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Het project*

Art. 11. De verplichte aanvraag om advies over het eindproject bedoeld in artikel L3341-10 van het Wetboek bevat volgende stukken :

1^o in voorkomend geval, het gemotiveerde besluit waarbij de aanvrager de opdracht voor aanneming van diensten in verband met het projectonderzoek toewijst, samen met het verslag over de toewijzing van de opdracht en de in aanmerking genomen offerte waaruit blijkt dat de aanvrager het onderzoek naar het project toevertrouwt aan zijn eigen diensten of aan de intercommunale aan wie hij dat projectonderzoek uit handen heeft gegeven overeenkomstig artikel 3, § 2, van de wet van 24 december 1993;

2^o het besluit waarbij de aanvrager het project goedkeurt en de wijze van gunning van de opdracht kiest, er de voorwaarden voor vaststelt, de bestanddelen bepaalt van de aankondiging van de opdracht in voorkomend geval en de subsidies aanvraagt;

3^o het bijzondere bestek en de uitvoeringsplannen;

4° de kostenraming van de werken.

5° het document waaruit blijkt dat de aanvrager over de goederen beschikt die nodig zijn voor de uitvoering van de werken;

6° in voorkomend geval, de machtigingen en vergunningen vereist bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

7° een uiteenzetting waarbij aangetoond wordt dat de maatregelen zijn getroffen voor de gesubsidieerde investeringen zodat de personen met verminderde beweeglijkheid de ruimte en de openbare gebouwen kunnen betreden;

8° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 3°, van het Wetboek en elk project waarin openbare verlichting vervat zit, de fotometrische studie.

HOOFDSTUK V. — *Toewijzing van de opdracht voor aanneming van werken*

Art. 12. Het dossier betreffende de toewijzing van de opdracht met betrekking tot een investering bedoeld in artikel L3341-5, 1° tot 4°, van het Wetboek bevat volgende stukken :

1° het besluit waarbij de aanvrager de datum voor de opening van de offertes bepaalt en, in voorkomend geval, de lijst van de ondernemingen of leveranciers die hun offerte mogen indienen;

2° het proces-verbaal van opening van de offertes;

3° de in aanmerking genomen offerte;

4° het verslag en de beslissing met betrekking tot de selectie van de ondernemingen op kwaliteit;

5° het verslag over de toewijzing van de opdracht, met inbegrip van meer bepaald de vergelijkende tabel van de eenheidsprijzen waarin alle geselecteerde offertes vermeld worden;

6° het gemotiveerde besluit waarbij de aanvrager de aannemer aanwijst;

7° het bijzondere bestek en de definitieve plannen;

8° alle niet in aanmerking genomen offertes;

9° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 4°, c) van het Wetboek, het advies van de kerkoverheid;

10° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 4°, g) van het Wetboek, het advies van het "Office de la Naissance et de l'Enfance".

HOOFDSTUK VI. — *Aankopen*

Art. 13. Het dossier betreffende de aankoop van vastgoed voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 5°, van het Wetboek bevat volgende stukken :

1° het besluit waarbij de aanvrager over de aankoop beslist;

2° een uittreksel uit het kadastraal plan;

3° een raming van de waarde bepaald door het Aankoopcomité van onroerende goederen of de ontvanger van de registratie waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kostprijs van het vastgoed en de grondprijs.

HOOFDSTUK VII. — *Percentage en berekening van de subsidies voor werken en aankopen*

Art. 14. Overeenkomstig artikel L3341-7, lid 5, van het Wetboek is het bedrag dat in overweging wordt genomen voor de berekening van het voorlopige subsidiebedrag :

1° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 1° tot en met 4°, a), b), c), d), e) en g) van het Wetboek, de omstandige raming van de kostprijs van de werken die in het kader van het driejarenprogramma in aanmerking worden genomen, verhoogd met de kostprijs van de kunstwerken en de onderzoekskosten, beperkt tot respectievelijk 2 % en 5 % van bedoelde raming en kosten voor voortests;

2° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 4°, f), van het Wetboek en voor de investeringen gesubsidieerd in het kader van de financiering vallend onder het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies, het bedrag bepaald door de Waalse Regering;

3° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 5°, van het Wetboek, indien reeds bepaald, de raming van het Aankoopcomité of van de Ontvanger van de registratie en, bij ontstentenis, de raming van de kostprijs van de aankoop. Het subsidiebedrag wordt afgerond naar het lagere tiental euro's.

Art. 15. Overeenkomstig artikel L3341-12, § 1, van het Wetboek en binnen de perken van lid 2 ervan is het bedrag dat voor werken en aankopen in overweging wordt genomen voor de berekening van het definitieve subsidiebedrag :

1° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 1° tot en met 4°, van het Wetboek, het bedrag van de goedgekeurde offerte betreffende de werken die in het kader van het driejarenprogramma in aanmerking worden genomen, verhoogd met de kostprijs van de kunstwerken en de onderzoekskosten, beperkt tot respectievelijk 2 % en 5 % van het bedrag van de goedgekeurde offerte en van de kosten voor voortests;

2° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 5°, van het Wetboek, het bedrag voor de aankoop van het goed, beperkt tot de raming van het Aankoopcomité of van de Ontvanger van de registratie.

Het subsidiebedrag wordt afgerond naar het lagere tiental euro's.

Art. 16. Het subsidiepercentage wordt bepaald op 60 % van de bedragen vastgesteld in de artikelen 14 en 15 van dit besluit.

In afwijking van het eerste lid wordt het subsidiepercentage bepaald op 75 % van de bedragen vastgesteld in de artikelen 14 en 15 voor :

1° de investeringen vermeld in artikel L3341-5, 4°, van het Wetboek in het kader van een verbouwing of een rehabilitatie;

2° de investeringen vermeld in artikel L3341-5, 1° en 3°, van het Wetboek, met het oog op de veiligheid en de gebruiksvriendelijkheid van de openbare weg waarbij bijgedragen wordt tot het beperken van de snelheid van de motorvoertuigen en de verbetering van de leefomgeving;

3° de herstelwerken indien volgende drie voorwaarden vervuld zijn :

a) de schade wordt veroorzaakt door natuurverschijnselen met een uitzonderlijk karakter of een onvoorzienbare hevigheid, meer bepaald aardbevingen, rampzalige overstromingen, zware stormen of andere windstoten;

b) de herstelbare schade bevindt zich in een rampgebied erkend bij koninklijk besluit overeenkomstig de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;

c) het dossier voor de aanvraag van subsidies wordt ingediend binnen de twaalf maanden na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit bedoeld onder b).

Art. 17. In afwijking van artikel 16 wordt het subsidiepercentage bepaald op 60 % van de bedragen vastgesteld in de artikelen 14 en 15 van dit besluit voor alle investeringen die gesubsidieerd worden in het kader van de alternatieve financiering vallend onder het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies.

Voor die investeringen wordt het subsidiepercentage evenwel op 75 % gebracht voor de posten die specifiek verband houden met energiebesparingen.

HOOFDSTUK VIII. — *Andere financiële tegemoetkomingen*

Art. 18. Elke andere financiële tegemoetkoming dan die van de aanvrager, aan de voorwaarde verbonden van de uitvoering van de investering waarvan sprake, wordt afgetrokken van het globale, te subsidiëren uitgavebedrag. De subsidie wordt desnoods geheel of gedeeltelijk terugbetaald ten bedrage van het tegemoetkomingsbedrag.

De geldelijke inbreng van de gemeenten en de provincies voor de werken en aankopen op initiatief van de aanvragers bedoeld in artikel L3341-3, 4° tot en met 6°, van het Wetboek wordt evenwel niet als tegemoetkoming beschouwd voor zover de som van die tegemoetkomingen en van het definitieve subsidiebedrag de globale kost van de uitgave niet overschrijdt.

Daarnaast worden de subsidies die ter aanvulling worden toegekend op grond van andere regelgevingen niet afgetrokken van de subsidies bepaald in artikel L3341-1 van het Wetboek voor zover de totale tegemoetkoming van de verschillende subsidiërende overheden 90 % van de toegekende investering op de betrokken posten niet overschrijdt.

HOOFDSTUK IX. — *Uitvoering van de werken, controle en betaling*

Art. 19. De aanvrager bezorgt het bestuur het afschrift van de notificatie van de opdracht en van het bevel tot aanvatting van de werken binnen de tien dagen na verzending ervan.

Art. 20. § 1. Voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 1° tot en met 4°, van het Wetboek kan er een voorschot op het subsidiebedrag worden toegekend zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken 30 % bereikt van het bedrag van de voor subsidiëring toegelaten werken.

Dat voorschot is gelijk aan 70 % van de toegezegde subsidie en wordt vereffend na voorlegging van de behoorlijk goedgekeurde staat van vordering en de schuldverklaring.

§ 2. Voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-5, 5°, van het Wetboek, wordt de subsidie vereffend na voorlegging van de authentieke aankoopakten van de voor subsidiëring toegelaten goederen..

Art. 21. Het dossier van de eindafrekening voor de investeringsprojecten bedoeld in artikel L3341-5, 1° tot en met 4°, van het Wetboek bevat in ieder geval :

- 1° de eindafrekening van de onderneming;
 - 2° de schuldverklaring van de ondernemer;
 - 3° het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;
 - 4° het besluit tot goedkeuring van de afrekening;
- en, in voorkomend geval :
- 5° de ereloonrekening(en) van de projectontwerper;

6° de afvoerbonnen samen met, voor elke bon, het formulier verstrekt door de verantwoordelijke van het technisch ingravingscentrum of van het gemachtigde verwerkingscentrum;

7° de facturen en de proces-verbalen van de tests samen met het verslag van de projectontwerper met, eventueel, de gedetailleerde posten die het voorwerp zijn van refacties en de berekening ervan;

8° de berekening van de termijnen voor de uitvoering van de werken en de berekening van de eventuele nalatigheidsinterest;

9° een verslag ter verantwoording van elkeen van de wijzigings- of bijkomende werkzaamheden met verwijzing naar het aantal posten die gebruikt worden voor de uitvoering van het werk en, voor de wijzigingswerkzaamheden, de minderhoeveelheden van de niet-gebruikte posten;

10° het (de) gemotiveerde aanhangsel(s) betreffende de wijzigingen en de bijkomende werkzaamheden.

Art. 22. § 1^{er}. Het bestuur bepaalt het eindbedrag van de subsidie rekening houdend met de wijzigingen aangebracht met inachtneming van artikel L3341-13 van het Wetboek en maakt het saldo van de toegezegde subsidie vrij.

§ 2. Indien het bedrag van de eindafrekening van de gesubsidieerde werken lager is dan het bedrag zoals bedoeld in artikel 15 van dit besluit, wordt de subsidie naar beneden bijgesteld op grond van de daadwerkelijke uitgave rekening houdend met de bepalingen van artikel L3341-13, lid 2, van het Wetboek.

HOOFDSTUK X. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 23. Opgeheven worden het besluit van de Waalse regering van 7 mei 1998 ter uitvoering van het decreet van 1 december 2008 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse regering van 14 november 2001 en 14 september 2006, en het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 ter uitvoering van het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken.

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2007.

Art. 25. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD